



Mission régionale d'autorité environnementale

Auvergne-Rhône-Alpes

**Avis délibéré de la Mission Régionale
d'Autorité environnementale Auvergne-Rhône-Alpes
relatif à la révision du plan local d'urbanisme
de la commune d'Aime-La-Plagne (73)**

n°2016-ARA-AUPP-00079

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) s'est réunie le 2 novembre 2016, à Lyon. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis sur la révision du plan local d'urbanisme de la commune d'Aime-la-Plagne (Savoie).

Étaient présents et ont délibéré : Patrick Bergeret, Pascale Humbert, Jean-Paul Martin, Jean-Pierre Nicol.

En application de l'article 9 du règlement intérieur du CGEDD, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

Étaient absents ou excusés : Catherine Argile.

La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes a été saisie pour avis par Mme le Maire de la commune d'Aime-la-Plagne, le dossier ayant été reçu complet le 11/08/2016.

Cette saisine étant conforme à l'article R. 104-21 du code de l'urbanisme relatif à l'autorité administrative compétente en matière d'environnement prévue à l'article L. 104-6 du même code, il en a été accusé réception. Conformément à l'article R. 104-25 du même code, l'avis doit être fourni dans un délai de 3 mois.

Conformément aux dispositions de l'article R. 104-24 du même code, la directrice générale de l'agence régionale de santé a été consultée et a transmis un avis en date du 13 septembre 2016.

La DREAL a préparé et mis en forme toutes les informations nécessaires pour que la MRAe puisse rendre son avis.

Après en avoir délibéré, la MRAe rend l'avis qui suit.

Il est rappelé ici que pour tous les plans et documents de planification soumis à évaluation environnementale, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis, le mettre en ligne et le transmettre à la personne responsable. Il est, s'il y a lieu, joint au dossier d'enquête publique ou mis à disposition du public (art. R104-25 du code de l'urbanisme).

Cet avis ne porte pas sur son opportunité mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le plan ou document. Il n'est donc ni favorable, ni défavorable. Il vise à permettre d'améliorer sa conception et la participation du public à l'élaboration des décisions qui portent sur celui-ci.

Synthèse de l'Avis

Le présent avis concerne le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune d'Aime-la-Plagne (partie commune historique d'Aime).

Le PLU vise à maintenir un taux de croissance démographique de 1,2 % par an pour atteindre 4 090 habitants à l'horizon 2025. La réalisation de cet objectif nécessite la construction de 181 logements soit environ 20 logements/an sur la période 2016-2025. Le PLU vise également à développer l'activité économique, avec notamment la création de 3 400 lits supplémentaires et l'extension d'un camping.

Les principaux enjeux de ce projet de révision portent sur :

- la maîtrise globale de la consommation d'espace,
- l'impact des zones d'urbanisation futures sur l'environnement, avec un point particulier de vigilance pour l'aménagement de 3 projets d'UTN (La Plagne Aime 2000, Prajourdan et Montalbert) et la création d'une nouvelle zone économiques « Uepc » sur le secteur « Villette-Plan Cruet »,
- la gestion des ressources en eaux potables et en eaux usées.

Au regard des éléments exposés dans le projet de PLU et son rapport de présentation, il ressort les observations suivantes :

Le rapport de présentation présente un état initial de l'environnement abordant toutes les thématiques environnementales et proportionné aux enjeux du territoire.

La consommation d'espace pour l'habitat permanent est précisée, mais celle pour les activités commerciales, artisanales et touristiques n'apparaît pas clairement et les différents scénarios envisagés ne sont pas présentés. L'Autorité environnementale recommande de préciser et justifier la consommation d'espace pour les activités commerciales, artisanales et touristiques.

Le rythme de consommation d'espaces agricoles et naturels n'est pas réduit par rapport aux années antérieures et la mise en œuvre d'objectifs de modération de cette consommation n'apparaît pas clairement. L'Autorité environnementale recommande qu'une réflexion soit engagée pour modérer ce rythme de consommation d'espace pour le logement et les activités de toute nature.

En matière d'eau potable et d'assainissement, l'analyse de l'adéquation entre les besoins et la capacité des équipements est partiellement fondée sur des données obsolètes et/ou incomplètes. L'Autorité environnementale recommande d'actualiser cette analyse.

L'analyse des incidences notables probables du PLU sur l'environnement et des mesures pour éviter, réduire et, le cas échéant, compenser les incidences négatives est bien détaillée sur certains points, mais absente sur d'autres points, et souvent réduite à la présentation des mesures prévues sans que les impacts qui les justifient soient précisés. L'Autorité environnementale recommande que l'analyse des impacts soit complétée et que les mesures d'évitement, de réduction ou de compensation soient plus clairement reliées aux impacts.

L'Autorité environnementale recommande également de compléter les critères, indicateurs et modalités retenus pour le suivi des effets du plan, et de compléter également le résumé non technique.

Les autres observations et recommandations de l'Autorité environnementale sont présentées dans l'avis détaillé ci-après.

Avis détaillé

1. Contexte, présentation du projet de PLU et enjeux environnementaux.....	5
1.1. Contexte.....	5
1.2. Démarche et présentation du projet de PLU.....	5
1.3. Les principaux enjeux environnementaux relevés par la MRAe.....	6
2. Analyse de la qualité et de la pertinence des informations fournies par le rapport de présentation.....	6
2.1. Caractère complet du rapport d'évaluation environnementale.....	6
2.2. État initial de l'environnement, enjeux environnementaux et perspectives de son évolution.....	7
2.3. Exposé des raisons qui justifient les choix opérés au regard des solutions de substitution raisonnables, notamment vis-à-vis des objectifs de protection de l'environnement.....	8
2.4. Cohérence externe.....	9
2.5. Analyse des incidences notables probables du PLU sur l'environnement, et des mesures prévues pour éviter, réduire et, le cas échéant, compenser les incidences négatives.....	9
2.6. Définition des critères, indicateurs et modalités retenues pour le suivi des effets.....	10
2.7. Méthodologie employée pour l'évaluation environnementale.....	10
2.8. Résumé non technique.....	10
3. La prise en compte de l'environnement par le projet de PLU.....	11
3.1. Assurer la gestion économe de l'espace et la lutte contre l'étalement urbain.....	11
3.2. Les unités touristiques nouvelles (UTN).....	12
3.3. Préserver les espaces naturels, la biodiversité, les continuités écologiques et le paysage.....	12
3.4. L'eau.....	13
3.5. Transports et réduction des consommations énergétiques.....	13

1. Contexte, présentation du projet de PLU et enjeux environnementaux

1.1. Contexte

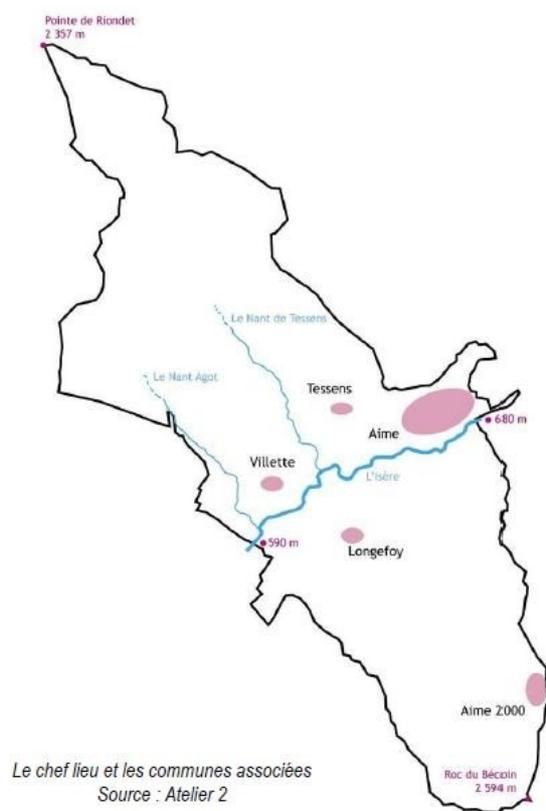
Aime est une commune du département de la Savoie d'environ 3 600 habitants (INSEE, 2013) couvrant une superficie de 5 000 hectares et avec une densité de population relativement faible de 70 habitants au km².

Située dans la vallée intra-alpine de la Tarentaise, entre Moûtiers et Bourg-Saint-Maurice, Aime est une commune réputée pour son bassin glaciaire, ses deux versants adret et ubac de la vallée de l'Isère et son domaine skiable avec notamment les deux stations de La Plagne : Montalbert et Plagne Aime 2000.

Très contrainte par sa topographie qui s'échelonne entre 680m et 2 000m d'altitude, la commune d'Aime se caractérise par trois grandes entités distinctes : des grandes zones agricoles et naturelles (zone Natura 2000 et ZNIEFF de type I) au Nord, une zone d'urbanisation au centre et un domaine skiable au Sud.

Aime se compose ainsi d'un chef-lieu (2 292 hab) situé à l'Est du territoire et de trois sites secondaires :

- Tessens (379 hab)¹ : vocation résidentielle et une population travaillant principalement dans les services et l'artisanat ;
- Longefoy (376 hab) : vocation résidentielle et touristique en raison de sa proximité avec la station de ski La Plagne ;
- Villette (519 hab) : vocation résidentielle sur un verrou glaciaire et développement d'activités industrielles reposant sur des ressources naturelles (bois, marbre) ainsi que l'activité d'élevage (ovins, bovins).



Depuis le 1^{er} janvier 2016, la commune d'Aime a fusionné avec les communes voisines Granier et Montgirod pour former la commune nouvelle "Aime-la-Plagne". Le présent avis ne porte que sur la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune historique d'Aime.

La commune fait partie du territoire du SCOT Tarentaise Vanoise.

1.2. Démarche et présentation du projet de PLU

La révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU), prescrite par le conseil municipal d'Aime le 12 décembre 2011 en remplacement du PLU approuvé le 27 septembre 2007 a notamment pour objectifs de prendre en

1 NB : Tessens est lui-même composé d'un chef-lieu et d'un hameau, Villarolland-LeBreuil.

compte les obligations découlant en particulier de la loi Grenelle 2 et d'intégrer les grands projets d'aménagement de la commune, à savoir trois unités touristiques nouvelles (un nouveau site sur le domaine de La Plagne Aime 2000, le projet de restaurant d'altitude de Prajourdan, une ouverture à l'urbanisation sur le site de Montalbert) et la création d'une nouvelle zone économique indicée Uepc sur le secteur Villette-Plan Cruet .

La commune d'Aime a ainsi bâti son projet autour de 5 axes² :

- *"Favoriser la dynamique démographique ;*
- *Soutenir l'activité économique ;*
- *Adapter les équipements et les services à l'évolution de la commune ;*
- *Maintenir la biodiversité, la valeur paysagère et la fonctionnalité hydrologique du territoire ;*
- *Gérer les déplacements et les stationnements "*.

Le projet objet du présent avis est soumis à évaluation environnementale conformément aux articles L. 104-1 et R.104-1 et suivants du code de l'urbanisme au regard notamment de la présence d'un site Natura 2000 sur la commune d'Aime.

1.3. Les principaux enjeux environnementaux relevés par la MRAe

Le territoire de la commune d'Aime est sensible en raison de la richesse de son patrimoine naturel et de ses perspectives paysagères. Il convient de noter en particulier :

- les espaces naturels à forte valeur patrimoniale : présence d'un site Natura 2000 « Les adrets de Tarentaise », nombreuses Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type I et II (habitats d'intérêt communautaire) ;
- les continuités écologiques, dont en particulier deux corridors écologiques, l'un d'importance locale entre les hameaux de Villette et de Villaroland et l'autre d'importance régionale, identifié dans le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) Rhône-Alpes, entre la carrière en entrée de commune et Villette, contraints par une urbanisation diffuse et des axes de circulation importants ;
- les nombreuses zones humides recensées dans l'inventaire départemental (une quarantaine environ)³.

À ces éléments s'ajoutent la maîtrise globale de la consommation d'espace et l'impact des zones d'urbanisation futures sur l'environnement, avec des points particuliers de vigilance pour l'aménagement des 3 projets d'unités touristiques nouvelles (UTN) de La Plagne, Prajourdan et Montalbert, la création d'une nouvelle zone économiques Uepc sur le secteur Villette - Plan Cruet ainsi que la gestion des ressources en eaux potables et des eaux usées.

2 Cf. Rapport de présentation, page 480.

3 cf rapport de présentation pages 123-124 où figurent une carte géolocalisant l'ensemble des zones réglementaires et d'inventaires, ainsi qu'un tableau récapitulatif des surfaces associées. NB : la carte du rapport est malheureusement un peu floue ; il serait très utile d'en améliorer la définition.

2. Analyse de la qualité et de la pertinence des informations fournies par le rapport de présentation

2.1. Caractère complet du rapport d'évaluation environnementale

Sur un plan formel, le rapport de présentation présente les différentes parties rendant compte de la démarche d'évaluation environnementale prévues par l'article R 151-3 du code de l'urbanisme.

2.2. État initial de l'environnement, enjeux environnementaux et perspectives de son évolution

Le rapport de présentation produit un état initial de l'environnement bien développé et abordant toutes les thématiques environnementales : biodiversité et dynamique écologique, paysages, ressource en eau, déchets, énergie et gaz à effet de serre, sites et sols pollués, bruit, risques naturels et technologiques, qualité de l'air, déplacements et consommation d'espace⁴. Son contenu est proportionné aux enjeux du territoire.

Les enjeux sont présentés thématiques par thématiques. La synthèse, la hiérarchisation des enjeux et les perspectives d'évolution sont présentés de manière succincte dans la troisième partie « justification des dispositions du PLU ». Une explicitation de la hiérarchisation mériterait d'être faite soit en raison de leur caractère emblématique, soit en raison de l'intensité de leur interaction avec le projet de PLU (zones Natura 2000, sites associés à des risques naturels, patrimoine emblématique, ...). Enfin en termes de perspectives d'évolution, les thématiques abordées concernent essentiellement la biodiversité. Elles devraient concerner l'ensemble des thématiques (émission de gaz à effet de serre, paysages, étalement urbain, ...).

Pour chaque thématique environnementale, l'état initial se présente sous la forme d'une description générale et d'une synthèse des atouts, des contraintes et des enjeux sur le territoire.

Les thématiques biodiversité et entités paysagères sont particulièrement développées. En effet, pour chacune d'elles, le dossier comporte une analyse traduisant spatialement les enjeux.

Le rapport présente l'évolution de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des 10 dernières années ainsi qu'une analyse de la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis.

Concernant la ressource en eau, l'état initial permet d'identifier les différents enjeux (fonctionnement hydraulique des zones humides, alimentation en eau potable, assainissement...).

L'état initial dégage ainsi deux grands enjeux environnementaux transversaux sur le territoire du PLU, à intégrer dans les objectifs du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) et les prescriptions du règlement du PLU :

- *« Les pressions environnementales du développement de la capacité d'accueil touristique, du domaine skiable et des infrastructures connexes :*
 - *Maintenir la connectivité et la dynamique fonctionnelle des systèmes écologiques terrestres et aquatiques ;*
 - *Adapter le développement à la ressource en eau potable ;*
 - *Maintenir la cohésion urbaine dans la station d'Aime – la Plagne ;*

4 NB : ces dernières thématiques sont positionnées dans le diagnostic territorial du rapport de présentation.

- *Protéger les populations face aux risques naturels, notamment liés aux eaux pluviales (zones humides, espaces de liberté des cours d'eau, prise en compte de cette thématique dans les zones d'urbanisation future) ;*
- *Maîtriser la pénétration anthropique notamment au niveau du domaine skiable.*
- *La structuration du territoire pour conforter la lisibilité des enveloppes urbaines, qualifier les franges paysagères entre espaces agricoles ou naturels et espace urbain et permettre une mutation des modes de déplacements :*
 - *Limiter l'étalement urbain par une optimisation de l'enveloppe urbaine existante ;*
 - *Maintenir voire restaurer les coupures vertes paysagères entre pôles bâtis ;*
 - *Favoriser la mixité des fonctions.*
 - *Favoriser les alternatives aux déplacements motorisés en voiture individuelle. »*⁵

2.3. Exposé des raisons qui justifient les choix opérés au regard des solutions de substitution raisonnables, notamment vis-à-vis des objectifs de protection de l'environnement

Le rapport environnemental présente les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durable (PADD). Au regard notamment du diagnostic, de l'état initial, des enjeux et orientations des documents supra-communaux et des atouts et faiblesses du territoire, il détaille la logique du raisonnement qui a permis d'aboutir à des choix.

Ainsi, les grandes orientations du PADD visent un objectif de 4 090 habitants à l'horizon 2025, soit une croissance de 1,2% par an et donc 416 habitants supplémentaires, ce qui nécessite la construction de 181 logements pour des résidents permanents. Cela représente environ 20 logements /an sur la période 2016-2025.

Le rapport de présentation indique que « *Les élus d'Aime ont retenu le scénario dit « volontaire »* »⁶, ce qui laisse supposer que plusieurs scénarios ont été étudiés. Il serait intéressant de présenter les différents scénarios envisagés et la justification du choix retenu.

Si la consommation d'espace pour l'habitat permanent est précisée⁷, la consommation d'espace pour les activités commerciales, artisanales et touristiques n'apparaît pas clairement dans le dossier et mériterait d'être détaillée et étayée par des données chiffrées des besoins et de leur localisation par rapport aux disponibilités foncières et au nombre d'emplois à créer. Le rapport devrait également présenter les éléments issus du SCOT ou des dossiers d'autorisation liés aux unités touristiques nouvelles. Le nombre de logements saisonniers mériterait également d'être précisé au regard des besoins exposés dans l'état initial sur ce sujet.

Concernant les UTN ou projets liés à l'activité touristique, les différents projets sont présentés, mais sans que soient toujours justifiés la cohérence globale des objectifs affichés et des choix retenus au regard des enjeux environnementaux, en particulier paysages et consommation des espaces naturels et agricoles, alors que le rapport de présentation indique que certains d'entre eux sont situés dans des secteurs à enjeux

5 Cf. rapport de présentation, pages 228 et 483.

6 Cf. Rapport de présentation, page 425

7 Entre 2005 et 2015, 6,8 hectares de foncier ont été consommés (soit en moyenne 0,68 ha par an) pour la construction de logements. Le PLU prévoit pour la période 2016-2025 une consommation d'espace de 9,9 ha pour permettre l'accueil de résidents permanents, dont 5,1 ha dans l'enveloppe urbaine existante (zones U) et 4,8 ha en extension (zones AU). Cf. rapport de présentation, p 406 à 408.

environnementaux (camping des Glières, Montalbert). Notamment, la justification de l'augmentation de 950 lits de la capacité de Montalbert n'est pas présentée. Les éventuels scénarios alternatifs ne sont pas présentés.

L'Autorité environnementale recommande de préciser et justifier la consommation d'espace pour les activités commerciales, artisanales et touristiques.

En matière d'assainissement, le dossier s'appuie sur des schémas directeurs de 2004 pour conclure que les développements prévus restent compatibles avec la capacité des équipements actuels. Or, ces schémas n'intègrent pas la nouvelle UTN d'Aime2000 (2400 lits). Il en est de même pour le bilan réalisé en 2010 pour l'alimentation en eau potable⁸.

L'Autorité environnementale recommande d'actualiser l'analyse de l'adéquation entre les besoins et la capacité des équipements en matière d'eau potable et d'assainissement.

Le rapport n'aborde pas la question des émissions de gaz à effet de serre et du changement climatique dans la partie « justification des choix ». Ces enjeux pour le secteur d'Aime mériteraient d'être intégrés dans la partie justification pour mettre en évidence leur prise en compte lors de l'élaboration du projet de plan.

2.4. Cohérence externe

Le dossier présente de manière détaillée les dispositions des documents de portée supérieure devant être pris en compte dans la définition du projet de PLU, notamment le SDAGE Rhône Méditerranée 2016-2021, le projet de SCoT Tarentaise Vanoise, le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) d'avril 2014 et le SRCE Rhône-Alpes approuvé le 19 juillet 2014.

Le rapport précise la façon dont les orientations de chacun de ces documents-cadres sont intégrées dans le projet de PLU, et la façon dont elles sont prises en compte dans les dispositions du PLU (compatibilité ou prise en compte).

2.5. Analyse des incidences notables probables du PLU sur l'environnement, et des mesures prévues pour éviter, réduire et, le cas échéant, compenser les incidences négatives

Le rapport comporte une partie intitulée « Analyse des incidences prévisibles de la mise en œuvre du PLU sur l'environnement et mesures pour éviter, réduire ou compenser les effets ».

Cette partie aborde tout d'abord plusieurs thématiques, regroupées par grand enjeu transversal, telles que les réservoirs de biodiversité, les zones humides, les cours d'eau, les corridors écologiques, la consommation d'espace, la gestion des ressources en eau, le paysage, les déplacements, les énergies, les risques, etc. Toutefois, pour chaque thématique, les incidences du projet ne sont pas aisément identifiables car pour l'essentiel, dans cette analyse thématique, seules sont présentées des mesures réglementaires d'évitement, de réduction ou de compensation, sans que soient précisés au préalable les impacts justifiant les mesures proposées.

Des zooms sont ensuite réalisés sur le site Natura 2000 et sur les zones futures à urbaniser qui font l'objet d'OAP ou d'une démarche UTN. Pour chacun de ces zooms, les incidences sont détaillées à un niveau adapté en ce qui concerne les milieux naturels et les paysages. Par contre, les incidences sur l'activité agricole elle-même (hors impact paysager) ne sont pas évaluées ; si ces incidences sont probablement minimales à l'échelle de chaque petite zone, leur cumul (10 zones à OAP ou UTN, 32 emplacements réservés,

8 Cf. Schéma directeur d'alimentation en eau potable – note de synthèse – janvier 2012 (fondé sur des données 2010).

des STECAL) n'est peut-être pas négligeable. Il en est de même de leur impact paysager global.

Les incidences des emplacements réservés ne sont quant à eux pas réellement évalués, sauf à dire qu'aucun d'entre eux « *ne touche des secteurs d'intérêt patrimonial ou présentant des sensibilités et enjeux environnementaux* »⁹, ce qui est pour le moins limité, d'autant que parmi eux figure :

- l'extension du camping des Glières qui, bien que classé en zone naturelle NI dans le nouveau PLU¹⁰, pourra recevoir des bungalows et constructions diverses ;
- un emplacement de 1,6 ha classé en zone naturelle N pour la mise en place d'une gare multimodale, de stationnements et de voies publiques à proximité de la gare actuelle.

L'Autorité environnementale recommande que l'analyse des impacts soit complétée sur ces différents points, et que les mesures d'évitement, de réduction ou de compensation soient plus clairement reliées aux impacts.

2.6. Définition des critères, indicateurs et modalités retenues pour le suivi des effets

La partie « Indicateurs de suivi »¹¹ est constituée d'un grand tableau présentant, regroupés par grands objectifs du PLU, les éléments ou problématiques à caractériser et l'indicateur correspondant. La définition de ces indicateurs est parfois très imprécise¹². Leurs modalités d'élaboration (« qui fait quoi, comment, avec quels moyens »), leur fréquence d'actualisation¹³ et leur valeur initiale 2016 ne sont pas indiquées. Il est simplement précisé en introduction du tableau que « *les mesures de suivi devront fournir les éléments pour évaluer le PLU à l'échéance réglementaire de 9 ans* », ce qui est tout à fait insuffisant pour permettre d'identifier à un stade précoce les effets négatifs imprévus éventuels.

L'Autorité environnementale rappelle que le rapport de présentation doit « définir les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan [...]. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées » (cf. art. R. 151-3, 6°, du code de l'urbanisme).

2.7. Méthodologie employée pour l'évaluation environnementale

Le rapport de présentation ne comporte pas de description de la manière dont l'évaluation a été effectuée, même si on en trouve des éléments parsemés dans ses différentes parties et dans le résumé non technique.

L'Autorité environnementale rappelle que le rapport de présentation doit comprendre une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée (cf. art. R. 151-3, 7°, du code de l'urbanisme).

9 cf. p 473 du rapport de présentation.

10 Le camping des Glières, fermé depuis 2007, fait l'objet dans le PLU actuel d'un zonage Uf de 2,8 ha. Le projet de PLU transforme cette zone en une zone UI de 11 ha, intégrant le camping et l'aire de loisirs « nature ».

11 cf. p 474 et suivantes du rapport de présentation

12 Ainsi, pour la consommation d'espace, l'indicateur proposé est « *Observatoire de l'analyse des permis de construire délivrés par la commune* ».

13 sauf en ce qui concerne le maintien des coupures vertes paysagères où l'indicateur est « *Reportage photographique tous les 5 ans* ».

2.8. Résumé non technique

Le résumé non technique rappelle les enjeux environnementaux portés par le projet de PLU et les choix et orientations retenus par le projet d'aménagement et de développement durable.

Toutefois, il n'aborde pas toutes les parties de cette évaluation, ni toutes les thématiques. On notera par exemple, l'absence d'évocation des questions de ressources en eau, des risques technologiques ou encore des énergies renouvelables. Il est focalisé essentiellement sur l'urbanisation de nouveaux sites, sur les projets urbains et sur certains milieux naturels particulièrement sensibles, mais ne présente pas les impacts globaux du projet ; par exemple, il n'indique pas la consommation globale d'espace. La synthèse des indicateurs de suivi, l'articulation du projet avec les documents-cadres et les mesures associées pour réduire les impacts négatifs du projet n'y apparaissent pas.

L'Autorité environnementale rappelle que le résumé non technique a vocation à apporter au public les éléments de compréhension essentiels du dossier et doit pour cela constituer une synthèse resituant le projet dans sa globalité. Elle recommande de le compléter pour ce faire et d'y adjoindre une ou plusieurs cartes synthétisant les grands enjeux environnementaux sur le territoire communal ainsi que les principales conclusions de l'évaluation environnementale.

3. La prise en compte de l'environnement par le projet de PLU

Cette troisième partie se concentre sur les thématiques environnementales à forts enjeux sur le territoire en prenant en compte en particulier la gestion économe de l'espace, les projets d'unités touristiques nouvelles, le patrimoine naturel et la biodiversité, la gestion des ressources en eau sur le territoire et la gestion des déplacements.

3.1. Assurer la gestion économe de l'espace et la lutte contre l'étalement urbain

De manière générale, l'objectif affiché dans le rapport de présentation et dans le PADD est de maîtriser le développement urbain au sein de l'enveloppe actuelle (restructuration du bâti existant et extension maîtrisée de l'enveloppe urbaine actuelle, utilisation de formes urbaines moins consommatrices d'espace...) et de limiter l'étalement urbain.

Cependant, si l'on compare la consommation d'espace projetée à l'évolution constatée des dernières années, il en ressort une continuité avec la tendance pré-existante, voire une certaine contradiction avec l'objectif du PADD qui prône une réduction de l'étalement urbain et une augmentation de la densité moyenne sur le territoire. En effet, entre 2005-2015, près de 6,8 hectares de foncier ont été consommés pour la construction 198 logements. Le projet de PLU prévoit quant à lui pour la période 2016-2025 la consommation de près de 10ha pour 181 logements (dont 102 logements dans l'enveloppe urbaine actuelle pour une surface de 5,06 ha, 40 logements en densification d'un espace déjà urbanisé de 0,8 ha et 4,8 hectares d'ouverture à l'urbanisation pour 48 logements), soit un rythme de consommation de foncier supérieur à celui de la période précédente pour un peu moins de logements.

Notamment, les densités prévues pour les logements permanents dans les zones à urbaniser sont parfois très faibles : 10 logements/ha dans la plus importante (OAP n°4 – Le Dos, à Villette), et 11,2 logements/ha en moyenne sur les zones AU¹⁴. La densité moyenne affichée de 20 logements/ha n'est obtenue qu'en globalisant ces opérations avec l'opération importante de La Contamine (OAP n° 5) en zone déjà urbanisée.

14 cf. p 6 du document « Orientations d'Aménagement et de Programmation » - moyenne des OAP n° 1 à 4.

En outre, ne sont pas comptabilisées dans ces consommations d'espace les opérations touristiques (4 secteurs OAP dont 3 UTN), ni les opérations prévues sur la dizaine d'emplacements réservés classés en zone naturelle ou agricole, dont ceux de la gare multimodale (1,6 ha) et de l'extension du camping des Glières et de la zone de loisirs (6,4 ha).

Au global, la mise en œuvre d'objectifs de modération de la consommation d'espace n'apparaît pas clairement.

L'Autorité environnementale recommande qu'une réflexion soit engagée pour modérer le rythme de consommation globale d'espaces agricoles et naturels pour le logement et les activités de toute nature.

3.2. Les unités touristiques nouvelles (UTN)

En matière de projets touristiques, le PADD évoque deux projets essentiels, à savoir l'extension des stations de Montalbert (qui ne fait pas l'objet d'un dossier UTN) et de La Plagne Aime 2000¹⁵, qui font tous deux l'objet d'une OAP. La création d'un restaurant d'altitude sur le plateau de Prajourdan à Aime-la-Plagne n'est, quant à elle pas évoquée explicitement dans le PADD alors qu'il fait aussi l'objet d'une OAP.

Les orientations du PADD sur ce sujet sont très limitées et peu prescriptives. De même, le bilan des orientations d'aménagement et de programmation présentées en page 6 des OAP ne fait pas figurer le nombre de lits touristiques envisagés sur les sites touristiques, alors qu'ils sont présentés dans le rapport de présentation. Pour la clarté du dossier, il serait très souhaitable que l'on homogénéise l'ensemble du tableau en les faisant figurer également, à côté des surfaces de plancher indiquées.

En outre, le nombre de logements saisonniers n'est pas évoqué dans les OAP propres aux UTN ; or le rapport de présentation fait état d'un manque de logements saisonniers. Cette indication serait importante au regard des enjeux environnementaux qu'ils représentent et des besoins sur le territoire.

3.3. Préserver les espaces naturels, la biodiversité, les continuités écologiques et le paysage

Concernant la préservation et la restauration des milieux naturels, le règlement du projet de PLU est relativement restrictif pour protéger le site Natura 2000 de la commune puisque le zonage permet de restreindre les occupations et utilisations du sol autorisées sous conditions, afin d'assurer une protection importante de ce réservoir de biodiversité. De même, les différentes zones humides de l'inventaire départemental ont été classées en zonages N, A, Ns ou As.

Les cours d'eau et leurs ripisylves sont également considérés comme des réservoirs de biodiversité. La préservation de leur qualité passe avant tout par la préservation de leurs berges, zones épuratrices naturelles. Pour ce faire, ils apparaissent également au plan de zonage et leurs berges sont classées en zones N ou A dans leur grande majorité (lorsque le contexte local le permet). De plus, dans chaque zone concernée par un cours d'eau (N, A, Ua, Ub, Uc, Ue, Um et Uy), l'article n°6 du règlement sur l'implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques, impose qu'une marge de 5 mètres minimum de part et d'autre du sommet des berges des cours d'eau soit maintenue en espace végétal libre de toute construction et de tout remblai, afin de préserver, voire restaurer la libre circulation de l'eau et de la faune.

Par ailleurs, des cartes dans le PADD font figurer des éléments du paysage, des corridors écologiques et quelques zones humides et les espaces agricoles. Le développement d'une trame de « nature-en-ville » évoquée dans le rapport de présentation apparaît également dans le document graphique réglementaire du

15 NB : le projet de création de la ZAC de Plagne Aime 2000 a fait l'objet d'un avis de l'Autorité environnementale en date du 1^{er} juin 2015.

PLU conformément aux moyens d'actions très génériques évoqués dans le PADD.

Ainsi, afin de favoriser le développement de la nature-en-ville, l'article 13 du règlement prescrit que l'ensemble des surfaces au sol non occupées par les constructions et non indispensables à la circulation automobile ou piétonne soient végétalisées afin d'améliorer le cadre de vie et d'optimiser la gestion des eaux pluviales.

Le rapport de présentation indique, p 447, que pour compenser le fait que la zone d'extension future de Longefoy (OAP n°1) va s'étendre dans un espace agricole stratégique notamment du point de vue paysager, un autre secteur paysager stratégique a été identifié et sera protégé au titre de l'art. L151-23 du code de l'urbanisme. L'autorité environnementale relève que, si cette protection est effectivement forte et permet d'assurer le maintien dans le temps de la qualité paysagère actuelle de ce secteur, elle ne peut être valablement présentée comme une compensation de la détérioration engendrée par le projet d'urbanisation.

3.4. L'eau

Différents aléas naturels ont été identifiés sur le territoire communal dans le diagnostic environnemental parmi lesquels figure le risque d'inondation, notamment par débordements torrentiels et crues de l'Isère. La gestion raisonnée des eaux pluviales, la préservation des espaces de liberté des cours d'eau et la fonction hydraulique des zones humides sont des enjeux environnementaux forts à prendre en compte dans le présent PLU. Or ces enjeux et la prise en compte des risques naturels sont très peu évoqués dans le PADD et les OAP.

Par ailleurs, le rapport de présentation fait part du besoin d'une amélioration des performances et des conditions de fonctionnement des réseaux de distribution (cf. page 277 du rapport de présentation). Toutefois aucune précision n'est fournie dans les orientations du PADD en ce sens. En outre, l'alimentation en eau de la station d'Aime-la Plagne, en particulier les besoins générés par les développements prévus, n'est étudiée ni dans le rapport de présentation, ni dans les orientations du PADD. Une réactualisation du schéma directeur AEP de 2012 (basé sur les hypothèses de développement du PLU 2007 dans lequel les hypothèses d'accroissement de la population sédentaire et saisonnière ne sont pas les mêmes que le projet de PLU actuel) avec un bilan des besoins et des ressources disponibles en eau et de la capacité de ce réseau à alimenter les futurs projets urbains apparaît nécessaire.

De la même manière, une cohérence entre les hypothèses de charge polluante du schéma directeur d'assainissement de 2004 et l'actuel projet de PLU induisant une forte augmentation de la charge polluante brute à traiter semble indispensable pour mieux appréhender l'impact des rejets. Le caractère intercommunal de la STEP mériterait également d'être pris en compte.

3.5. Transports et réduction des consommations énergétiques

Une des volontés affichées dans le projet de PLU consiste à « favoriser la mixité des fonctions afin de réduire les déplacements en véhicule motorisé et donc d'améliorer le cadre de vie, autant pour la population permanente que touristique » (rapport de présentation, page 429).

La structuration du territoire et le développement de formes urbaines et architecturales en faveur d'une mutation des modes de déplacements et de réduction des consommations énergétiques est présenté comme un enjeu phare du PLU dans le rapport de présentation.

Ainsi, la problématique des déplacements prend opportunément une grande place dans le projet communal puisqu'il va dans le sens du développement des liaisons dédiées aux piétons et cycles, de la multi-modalité des transports au niveau de la gare ferroviaire et routière du centre-bourg (mise en place

d'une liaison câblée entre Aime et la station de La Plagne), ainsi que d'une organisation adéquate du stationnement au sein des divers espaces urbanisés.

On peut ainsi relever le développement des modes doux avec la mise en place de l'aménagement d'un pôle multi-modal au niveau de la gare routière (emplacement réservé n°1), le renforcement d'aménagements piétons (OAP n°5 et OAP n°9) et l'incitation à l'usage du vélo en imposant un minimum de places de stationnement vélo (article 12 du règlement).

De plus, le règlement des zones Ua, Ub, Uc, Ue, Us, AUb et AUc, via l'article 12 « Stationnement », favorise l'utilisation des vélos en imposant un nombre minimum de places.

Toutefois, le PLU considère cette problématique dans un cadre dans lequel la voiture est encore souvent indispensable. De nombreux emplacements réservés sont ainsi destinés à des parkings.

Par ailleurs, au regard des enjeux évoqués dans l'état initial concernant le potentiel de la gare ferroviaire, des dispositions prévoyant le développement de cette zone pourraient être développées dans le PADD ou via une OAP propre.